

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Harrington

Code géographique : 76065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mélanie O'Connor, atteste la véracité du rapport financier
de Harrington pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-04-21

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité du Canton de Harrington

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité du Canton de Harrington (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité du Canton de Harrington au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité du Canton de Harrington inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

[Original signé par]

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA

Saint-Jérôme, le 21 avril 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	2 405 844	2 473 116	2 401 665
Compensations tenant lieu de taxes	2	54 158	30 857	30 857
Quotes-parts	3			
Transferts	4	975 155	578 986	667 584
Services rendus	5	10 050	9 582	21 324
Imposition de droits	6	104 300	119 218	122 893
Amendes et pénalités	7	500	1 321	2 401
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	34 427	61 272	55 152
Autres revenus	10	14 000	40 238	10 477
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 598 434	3 314 590	3 312 353
Charges				
Administration générale	14	787 027	706 777	754 632
Sécurité publique	15	419 027	374 218	371 797
Transport	16	1 027 161	1 198 778	1 089 981
Hygiène du milieu	17	284 172	288 301	314 316
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	249 787	233 783	213 527
Loisirs et culture	20	59 859	64 669	64 468
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	37 077	102 468	84 313
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 864 110	2 968 994	2 893 034
Excédent (déficit) de l'exercice	25	734 324	345 596	419 319
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		7 397 015	7 182 388
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(204 692)
Solde redressé	28		7 397 015	6 977 696
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		7 742 611	7 397 015

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 475 382	1 376 079
Débiteurs (note 5)	2	2 748 702	3 028 321
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 224 084	4 404 400
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	200 335	441 744
Revenus reportés (note 12)	12	66 421	47 224
Dette à long terme (note 13)	13	3 519 548	3 586 176
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	3 786 304	4 075 144
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	437 780	329 256
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	7 260 100	7 036 907
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	23 288	8 788
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 443	22 064
	21	7 304 831	7 067 759
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	7 742 611	7 397 015

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	734 324	345 596	419 319
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	946 395) (	549 763) (	423 512)
Produit de cession	3		34 200	14 588
Amortissement	4		326 570	303 189
(Gain) perte sur cession	5		(34 200)	(639)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(946 395)	(223 193)	(106 374)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(14 500)	6 713
Variation des autres actifs non financiers	10		621	(1 470)
	11		(13 879)	5 243
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(212 071)	108 524	318 188
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		329 256	215 760
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(204 692)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		329 256	11 068
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		437 780	329 256

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	345 596	419 319
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	326 570	303 189
Autres			
- Gain sur cession d'actifs	3	(34 200)	(638)
-	4		
	5	637 966	721 870
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	279 619	85 443
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(241 409)	244 799
Revenus reportés	9	19 197	2 452
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(14 500)	6 713
Autres actifs non financiers	13	621	(1 470)
	14	681 494	1 059 807
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(549 763)	(423 512)
Produit de cession	16	34 200	14 588
	17	(515 563)	(408 924)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	260 700	1 450 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(337 100)	(138 738)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(941 531)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	9 772	10 015
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(66 628)	379 746
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	99 303	1 030 629
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 376 079	345 450
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 376 079	345 450
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 475 382	1 376 079

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité du Canton de Harrington est constituée en vertu du code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, la valeur nette de réalisation des stocks et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

C) Actifs

Les principales méthodes comptables pour les actifs sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à la valeur amortie. Les immobilisations sont amorties linéairement selon la durée de vie utile et selon les périodes d'amortissement suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Vehicules lourds	20 ans
Autres véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

remplies.

E) Revenus

Les revenus et les dépenses sont constatées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateurs;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à la créance.
- Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 475 382	1 376 079
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 475 382	1 376 079
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	200 244	326 444
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	186 364	219 907
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 407 415	2 510 716
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	67 388	181 619
Organismes municipaux	15	11 259	13 090
<i>Autres</i>			
- Mutations	16	71 390	94 406
- Autres	17	4 886	8 583
	18	2 748 702	3 028 321
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 107 389	2 238 472
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 107 389	2 238 472
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	59 236	22 840
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	35 830	32 259
Régimes de retraite des élus municipaux	42	3 892	3 449
	43	39 722	35 708

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
10. Emprunts temporaires			
La municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 600 000 \$ au taux préférentiel de 3.95%.			
11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	159 265	409 358
Salaires et avantages sociaux	48		
Dépôts et retenues de garantie	49	1 345	1 185
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Frais courus	53	4 981	3 828
- Intérêts courus	54	34 744	27 373
-	55		
-	56		
-	57		
	58	200 335	441 744

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59	14 403	13 831
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	33 702	29 575
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	18 316	3 818
-	69		
-	70		
-	71		
	72	66 421	47 224

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019		2018	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt de à		Échéance de à	
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,85	3,00	2020	2024
			73	
	3 524 800		3 601 200	
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	3 524 800		3 601 200	
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	(15 024)
			83	
	3 519 548		3 586 176	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
		Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
		d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2020	84		2 036 900	100	109	117	2 036 900
2021	85		120 400	101	110	118	120 400
2022	86		124 200	102	111	119	124 200
2023	87		1 078 200	103	112	120	1 078 200
2024	88		25 600	104	113	121	25 600
2025 et +	89		139 500	105	114	122	139 500
	90		3 524 800	106	115	123	3 524 800
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91			108		125	3 524 800

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal			126	437 780
Tiers				329 256
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			127	()
Autres			128	()
			129	437 780
				329 256

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	130	158	185	212	
Eaux usées	131	159	186	213	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	4 226 722	160	187	214
Autres	133	100 012	161	188	215
Réseau d'électricité	134		162	189	216
Bâtiments	135	3 025 589	163	190	217
Améliorations locatives	136		164	191	218
Véhicules	137	891 718	165	260 663	192
Ameublement et équipement de bureau	138	125 963	166		193
Machinerie, outillage et équipement divers	139	678 126	167	39 298	194
Terrains	140	198 626	168	3 864	195
Autres	141		169	196	223
	142	9 246 756	170	303 825	197
				165 914	219
					224
Immobilisations en cours	143	355 072	171	245 938	198
	144	9 601 828	172	549 763	199
				165 914	226
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	145	173	200	227	
Eaux usées	146	174	201	228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	931 005	175	143 517	202
Autres	148	46 278	176	6 091	203
Réseau d'électricité	149		177	204	231
Bâtiments	150	609 209	178	75 765	205
Améliorations locatives	151		179	206	233
Véhicules	152	379 502	180	50 960	207
Ameublement et équipement de bureau	153	79 551	181	12 930	208
Machinerie, outillage et équipement divers	154	519 376	182	37 307	209
Autres	155		183	210	237
	156	2 564 921	184	326 570	211
				165 914	238
					239
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	7 036 907			
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	240	243	245	247	
Amortissement cumulé	241 (	244 (	246 (	248 (	
Valeur comptable nette	242			249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances	256	17 156	17 156
- Immatriculations	257	3 185	3 185
-	258		
Autres			
- Autres	259	1 102	1 723
-	260		
	261	21 443	22 064
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

l'exercice 2018. Par conséquent, l'application de ces redressements a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 :

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Financement à long terme des activités de fonctionnement	24 657 \$
Activités d'investissement	13 397 \$

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

Financement à long terme des activités d'investissement	(73 971 \$)
Activités de fonctionnement	13 397 \$

Excédent (déficit) accumulé

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	11 260 \$
Réserves financières et fonds réservés	(60 574 \$)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24 657 \$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	73 971 \$

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalisations 2019		Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 405 844	2 473 116		2 473 116	2 401 665
Compensations tenant lieu de taxes	2	54 158	30 857		30 857	30 857
Quotes-parts	3					
Transferts	4	975 155	421 716		421 716	429 616
Services rendus	5	10 050	9 582		9 582	21 324
Imposition de droits	6	104 300	119 218		119 218	122 893
Amendes et pénalités	7	500	1 321		1 321	2 401
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	34 427	61 272		61 272	55 152
Autres revenus	10	14 000	40 238		40 238	10 477
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	3 598 434	3 157 320		3 157 320	3 074 385
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		157 270		157 270	237 968
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		157 270		157 270	237 968
	21	3 598 434	3 314 590		3 314 590	3 312 353
Charges						
Administration générale	22	787 027	661 822	44 955	706 777	754 632
Sécurité publique	23	419 027	339 788	34 430	374 218	371 797
Transport	24	1 027 161	991 129	207 649	1 198 778	1 089 981
Hygiène du milieu	25	284 172	265 089	23 212	288 301	314 316
Santé et bien-être	26					
Aménagement, urbanisme et développement	27	249 787	232 834	949	233 783	213 527
Loisirs et culture	28	59 859	49 294	15 375	64 669	64 468
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	37 077	102 468		102 468	84 313
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		326 570	(326 570)		
	33	2 864 110	2 968 994		2 968 994	2 893 034
Excédent (déficit) de l'exercice	34	734 324	345 596		345 596	419 319

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	734 324	345 596	419 319
Moins: revenus d'investissement	2 (	) (	157 270) (	237 968)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	734 324	188 326	181 351
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		326 570	303 189
Produit de cession	5		34 200	14 588
(Gain) perte sur cession	6		(34 200)	(639)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		326 570	317 138
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			24 657
Remboursement de la dette à long terme	17 (	272 147) (	195 017) (	66 058)
	18	(272 147)	(195 017)	(41 401)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	946 395) (	85 630) (	144 072)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	484 218	571 218	463 340
Réserves financières et fonds réservés	22		126 200	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(462 177)	611 788	319 268
	26	(734 324)	743 341	595 005
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		931 667	776 356

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
		Réalisations	Réalisations
			Redressé note 22
Revenus d'investissement	1	157 270	237 968
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(5 276)	(10 655)
Sécurité publique	3	(13 213)	(9 737)
Transport	4	(215 916)	(387 878)
Hygiène du milieu	5	(293 081)	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(22 277)	(15 242)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(549 763)	(423 512)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	260 700	627 795
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	85 630	144 072
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	17 959	
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	103 589	144 072
	19	(185 474)	348 355
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(28 204)	586 323

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	729 798	689 569	623 181
Charges sociales	2	192 957	174 665	156 968
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	1 617 811	1 412 059	1 337 121
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	37 077	51 169	29 815
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		51 299	54 498
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	222 167	184 960	351 642
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15	59 300	42 306	32 310
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		326 570	303 189
Autres				
- Mauvaise créances	18	5 000	36 397	4 310
-	19			
-	20			
	21	2 864 110	2 968 994	2 893 034

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	(	)
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(	) (
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	385 169	351 068
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 020 640	692 718
Réserves financières et fonds réservés	3	200 243	326 443
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	23 107) (	24 657)
Financement des investissements en cours	5	316 977	364 712
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 842 689	5 686 731
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	7 742 611	7 397 015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	385 169	351 068
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	385 169	351 068
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Budget exercice suivant	12	494 099	484 218
- Activités d'investissements	13	526 541	208 500
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 020 640	692 718
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 020 640	692 718
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	200 000	300 000
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	243	26 443
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	200 243	326 443
	48	200 243	326 443

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
- Transport	72 (	23 107) (
-	73 (	) (
	74 (	23 107) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (	23 107) (
		24 657)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	316 977	364 712
Investissements à financer	83 () ()		
	84	316 977	364 712
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	7 260 100	7 036 907
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	7 260 100	7 036 907
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	7 260 100	7 036 907
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 () ()	3 519 548	3 586 176
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	5 252	15 024
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 107 389	2 251 024
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 () ()	1 417 411	1 350 176
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()		
	100 () ()	1 417 411	1 350 176
	101	5 842 689	5 686 731

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif

En vertu du règlement #148-2002, la municipalité a adhéré, en date du 1er janvier 2003, au REER collectif de la Fédération québécoise des municipalités et de l'Association des directeurs municipaux du Québec.

Les contributions des employés et employeurs correspondent à 7 % du salaire annuel de base pour les cadres et à 8 % pour les employés syndiqués.

L'administrateur du régime est la Société Desjardins Sécurité Financière.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	35 830	32 259

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>1 133</u>	<u>1 023</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	3 892	3 449
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>3 892</u>	<u>3 449</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 034 130	1 998 212
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	86 306	68 526
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	5 993	4 121
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	2 126 429	2 070 859
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10		
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	297 832	295 947
Autres			
- Compensation services	14	27 238	25 243
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 757	7 573
Service de la dette	18	13 860	2 043
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	346 687	330 806
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	346 687	330 806
	27	2 473 116	2 401 665

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	30 857	30 857
	32	30 857	30 857
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	30 857	30 857
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	30 857	30 857

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	31 026	32 286
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	5 250	
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	345 347	365 918
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		1 092
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	3 819	
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	385 442	399 296

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95	1 184	
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	152 528	234 385
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		3 583
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124	3 558	
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	157 270	237 968

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	36 274	30 320
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139	36 274	30 320
TOTAL DES TRANSFERTS	140	578 986	667 584

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	4 445	4 570
	144	4 445	4 570
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		7 960
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		7 960
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160	242	
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163	2 984	6 313
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	3 226	6 313
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	7 671	18 843

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	1 911	2 481
	186	1 911	2 481
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		
	211		
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	221		
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224		
Réseau d'électricité	225		
	226	1 911	2 481
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	9 582	21 324

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	12 266	13 753
Droits de mutation immobilière	229	106 952	109 140
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	119 218	122 893
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	1 321	2 401
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	61 272	55 152
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	34 200	639
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	6 038	9 838
	245	40 238	10 477
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	137 979		137 979	122 157
Greffe et application de la loi	2	1 961		1 961	1 924
Gestion financière et administrative	3	483 696	44 955	528 651	464 699
Évaluation	4	38 186		38 186	165 852
Gestion du personnel	5				
Autres					
-	6				
-	7				
	8	661 822	44 955	706 777	754 632
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	224 275		224 275	217 468
Sécurité incendie	10	115 513	34 430	149 943	154 329
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13	339 788	34 430	374 218	371 797
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	627 072	207 649	834 721	736 595
Enlèvement de la neige	15	344 313		344 313	335 081
Éclairage des rues	16	15 406		15 406	13 946
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	4 338		4 338	4 359
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	991 129	207 649	1 198 778	1 089 981

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	79 394	9 285	88 679	113 423
Élimination	28	29 773	3 482	33 255	38 363
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	89 319	10 445	99 764	103 969
Tri et conditionnement	30	33 147		33 147	31 245
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	33 456		33 456	27 316
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	265 089	23 212	288 301	314 316
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	192 614	949	193 563	175 488
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50	40 220		40 220	38 039
Autres	51				
	52	232 834	949	233 783	213 527

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	25 119	15 375	40 494	42 037
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 032		4 032	6 890
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 438		3 438	2 230
Parcs et terrains de jeux	56	707		707	777
Parcs régionaux	57	5 979		5 979	5 370
Expositions et foires	58	477		477	483
Autres	59	9 022		9 022	5 959
	60	48 774	15 375	64 149	63 746
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				465
Bibliothèques	62	270		270	
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	250		250	257
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	520		520	722
	67	49 294	15 375	64 669	64 468
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	92 696		92 696	74 298
Autres frais	70	9 772		9 772	10 015
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	102 468		102 468	84 313
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	326 570	(326 570)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Harrington

Code géographique : 76065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	216 202	373 813
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	16 802	6 149
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 475	11 323
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	260 663	3 539
Ameublement et équipement de bureau	18		10 655
Machinerie, outillage et équipement divers	19	39 298	18 033
Terrains	20	3 864	
Autres	21	7 459	
	22	549 763	423 512

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	233 004	379 962
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	316 759	43 550
	34	549 763	423 512

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	300 000		11 025	288 975
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 062 728	260 700	194 992	1 128 436
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 362 728	260 700	206 017	1 417 411
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 238 472		131 083	2 107 389
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 238 472		131 083	2 107 389
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 238 472		131 083	2 107 389
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 238 472		131 083	2 107 389
	19	3 601 200	260 700	337 100	3 524 800
Dette en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 601 200	260 700	337 100	3 524 800

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dettes à long terme	1	3 524 800
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	2 107 389
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	303 614
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 113 797
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	16	1 113 797
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	124 721
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	1 238 518
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	1 238 518
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	35 637	164 618
Autres	3		50 349
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	14 522	14 292
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	4 338	4 359
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	4 522	
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	70 666	63 013
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	40 220	38 039
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	14 805	16 715
Activités culturelles	23	250	257
Réseau d'électricité	24		
	25	184 960	351 642

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019*****Non audité***

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	549 763	423 512
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	549 763	423 512

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	35,00	6 210,00	205 228	48 010	253 238
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,00	35,00	5 058,00	138 256	34 277	172 533
Cols bleus	4	10,00	40,00	10 185,00	246 286	63 245	309 531
Policiers	5						
Pompiers	6	18,00	1,00	739,00	14 694	341	15 035
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	38,00		22 192,00	604 464	145 873	750 337
Élus	9	7,00			85 105	28 792	113 897
	10	45,00			689 569	174 665	864 234

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Gouvernement du Québec</u>		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	416 466	157 270	5 250		578 986
	17	416 466	157 270	5 250		578 986

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	27 749	26 220
	4	27 749	26 220
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 229	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 229	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	72 349	58 060
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	72 349	58 060
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	141	33
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	141	33
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	102 468	84 313

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité	2019		2018	
	Budget	Réalisations	Réalizations	
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()	()
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales				
	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()	()
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jacques Parent, maire	27 056	13 528
Chantal Scapino, conseillère	5 101	2 550
Peter Burkhardt, conseiller	5 961	2 980
Sarah Lacasse Dwyer, conseillère	5 758	2 854
Gabrielle Parr, conseillère	8 234	4 117
Richard Francoeur, conseiller	6 466	3 233
Gerald (Gery) Clark, conseiller	6 365	3 182

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 300 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? 2 ☐ 3 ☒ 4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 ☐ 6 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 7 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8 ☐ 9 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 4 127 \$
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 10 ☒ 11 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 13 ☐ 14 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 16 ☐ 17 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 18 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 19 ☐ 20 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 21 \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 ☐	23 ☒	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 ☐	25 ☐	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 ☐	27 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 ☐	30 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 ☐	33 ☒	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34		\$
b) autres formes d'aide	35		\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37		
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 296 871 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 178 304 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 118 588 \$

b) Dépenses d'investissement

42 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 296 892 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 2020-03-R51

b) Date d'adoption de la résolution

45 2020-03-09

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 2019-10-R242

b) Date d'adoption de la résolution

49 2019-10-07

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?

50 ☐51 ☐

b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

52 _____

c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

53 _____

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)

54 _____

e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)

55 _____

Mesures d'encadrement

f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)

56 _____

g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :

- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)

57 _____

- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)

58 _____

h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :

- la mort

59 _____

- une blessure grave

60 _____

i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec

61 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Harrington

Code géographique : 76065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Municipalité du Canton de Harrington,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité du Canton de Harrington (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

[Original signé par]

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA
Saint-Jérôme, le 21 avril 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 473 116
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 757
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>2 465 359</u>
---	----	------------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	309 619 200
---	----	-------------

Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>309 923 100</u>
---	----	--------------------

Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>309 771 150</u>
--	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	[] [0] , [7] [9] [5] [9] / 100 \$
--	----	------------------------------------

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Harrington

Code géographique : 76065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 029 681
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	126 153
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	6 000
	9	2 161 834

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	297 860
Autres		
- Compensation services mun	14	27 357
- Compensation Lac des Esclaves	15	13 860
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 600
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	346 677
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	346 677
	27	2 508 511

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	32 952
	5	32 952

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	32 952

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	32 952

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non auditée

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 311 491 800	x 2 0,6516 /100\$	3 2 029 681				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	x 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	x 17 /100\$	18				
Autres	19	x 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	x 23 /100\$	24				
Total			25 2 029 681	26 ()	27 ()	28	29 2 029 681
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	x 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	x 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	x 46 /100\$	47				
Autres	48	x 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	x 52 /100\$	53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X	17 /100\$	18				
Autres	19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X	23 /100\$	24				
Total				25	26 (.....	27 (.....	28	29

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X	46 /100\$	47				
Autres	48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X	52 /100\$	53				
Total				54	55 (.....	56 (.....	57	58

		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES

TAUX DES TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 , \$
Égout	2 , \$
Eau et égout	3 , \$
Traitement des eaux usées	4 , \$
Matières résiduelles	5 1 9 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SECTEUR LAC DES SPECTACLES	260,0000	4	MATIERES RESIDUELLES

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	2 508 511
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 600
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	2 500 911

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 311 491 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 0 , 8 0 2 9 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9				
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1	2 ☒	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3	4	5 ☒
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6	7	8 ☒
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9	10	11 ☒
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	13	14 ☒
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15	16	17 ☒
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18	19	20 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24	
Si oui, indiquer le montant.	25	9 167 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>3 153 478 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>106 128 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>39 861 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>494 099 \$</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☐	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☐	6 ☒	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Melanie C. O'Connor , atteste que le rapport financier
de Harrington pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-11.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Harrington.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Harrington consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Harrington détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-21 16:01:33

Date de transmission au Ministère : 2020/05/14